

Michel Leymarie et Jean-François Sirinelli, dir. *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*. Paris, Presses Universitaires de France, 2003. 493 p.

Hubert Watelet

Volume 6, Number 1, Fall 2005

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024266ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1024266ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Watelet, H. (2005). Review of [Michel Leymarie et Jean-François Sirinelli, dir. *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*. Paris, Presses Universitaires de France, 2003. 493 p.] *Mens*, 6(1), 142–157. <https://doi.org/10.7202/1024266ar>

**Michel Leymarie et Jean-François Sirinelli, dir.**  
***L'histoire des intellectuels aujourd'hui.* Paris,**  
**Presses Universitaires de France, 2003. 493 p.**

Voici les actes d'un colloque du Centre d'histoire de l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle, tenu à Paris en octobre 2001 et fort significatif des tendances récentes en histoire des intellectuels. Ce collectif est en effet révélateur de ce temps d'exploration qui caractérise la recherche dans ce domaine. C'est depuis une dizaine d'années qu'on observe un besoin croissant d'ouvrir les horizons, pour mieux saisir les limites du « cycle dreyfusien » — pour reprendre une expression de Sirinelli (*Le débat*, janvier-février 1999) — auquel on s'était fort attaché pendant la décennie précédente. En Allemagne comme en France du reste, la fin du cycle correspond à un changement de paradigme, confirme Hansgerd Schulte, au début de ces actes (p. 41).

En France donc, sans remonter pour le moment jusqu'aux *Intellectuels au Moyen Âge* de Jacques Le Goff (1957), une série de chercheurs s'intéressent aux intellectuels des XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles ou cherchent à mieux les connaître hors de France. Deux titres pour illustrer l'extension dans le temps : celui de Didier Masseur (*L'invention de l'intellectuel dans l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle*, 1994), et plus récemment de Michel Winock (*Les voix de la liberté*, 2001) pour le XIX<sup>e</sup> siècle. Du point de vue spatial, on connaît le souci comparatif de Christophe Charle (*Les intellectuels en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle*, 1996) et du GRHI, le Groupe de recherche sur l'histoire des intellectuels (Michel Trebitsch et Marie-Christine Granjon, dir., *Pour une histoire comparée des intellectuels*, 1998). C'est une nouvelle étape de ce mouvement exploratoire que proposent Nicole Racine et Michel Trebitsch dans le recueil novateur qu'ils viennent de publier (*Intellectuelles. Du genre en histoire des intellectuels*, 2004) : démarche heuristique, de curiosité pour « voir ce que

ça donne », nous disent modestement d'entrée les coéditeurs; mais qui leur a demandé des années pour aboutir. J'y reviendrai, car Nicole Racine a donné le contexte de cette démarche dans les actes ici présentés.

En première, quatrième et cinquième parties du volume, une quinzaine de participants — dont les deux-tiers sont en poste en France — abordent l'histoire des intellectuels dans dix pays différents. La France est peu reprise dans ce panorama, si bien que c'est l'ouverture du recueil aux approches et aux questionnements non français qui frappe dès l'abord. Le cœur de l'ouvrage par contre se rapporte surtout à l'Hexagone, tout en maintenant le cap sur l'esprit d'ouverture. La deuxième partie s'interroge sur l'apport d'autres disciplines à l'histoire des intellectuels : celui de l'histoire littéraire, de la sociologie, des médias entre autres. La troisième examine certains milieux ou certaines figures comme l'intellectuel scientifique, mais aussi les artistes et les gens de théâtre ou de cinéma. La quatrième aborde quelques champs aux conditions particulières comme ceux des femmes intellectuelles et des intellectuels catholiques, ou le cas des intellectuels dans certains pays, comme la Russie soviétique. Au total, on dispose ici d'une douzaine de communications en plus de celles qui traitent des intellectuels par pays.

Cependant certaines des conceptions françaises les plus connues de l'intellectuel, de Julien Benda à Sirinelli ou Christophe Charle disons, restèrent souvent en arrière-plan, au cours de cette rencontre. Et l'on peut noter ici les propositions de Charle sur les transferts de questionnements d'un pays à l'autre ou les regards croisés. Mais le but de la rencontre n'était pas vraiment comparatif. Plus modestement, il s'agissait de parcourir un « état des lieux ». Il était difficile d'exiger davantage d'un colloque qui ratissait aussi largement.

Voici tout d'abord quelques aperçus sur les intellectuels d'Italie, d'Allemagne et de Grande-Bretagne, trois pays voisins de la France, pour donner une idée de l'esprit qui animait la rencontre. En Italie, nous dit Frédéric Attal (Orléans) en début de volume, l'intellectuel comme figure autonome vis-à-vis du pouvoir est de naissance tardive : il apparaît dans l'Entre-deux-guerres. Au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la plupart des hommes de pensée — tel un Croce — écartent la qualification d'intellectuel. Ils se définissent plutôt comme *litterati*, hommes de culture. Originaires de couches modestes, c'est-à-dire des petite ou moyenne bourgeoisies, dans un pays dont l'unification reste partiellement inachevée, ce sont d'abord des « stimulateurs de la conscience nationale », notait Roberto Michiels en 1932 (p. 17). Un des terrains de prédilection de l'historiographie italienne des intellectuels, c'est celui du fascisme et du passage du fascisme à l'antifascisme. Attal donne ensuite quelques traits marquants des intellectuels italiens après la Seconde Guerre mondiale : la diversité de leur formation, pro-américaine à Bologne ou à Naples et communiste à Rome, entre autres; ou le recul de l'intellectuel de culture initial, au profit de l'intellectuel-expert, conseiller de l'homme politique selon « le modèle anglo-saxon » (p. 27). Et c'est au moment où le premier tend à décliner que la qualification d'intellectuel est acceptée. Il y a là une évolution qui correspond en partie aux contraintes de la spécialisation.

Marco Gervasoni (Milan) intervint de son côté lors de la table ronde finale devenue ici la cinquième partie (tous les textes pouvaient être présentés avec notes infrapaginales). Gervasoni évoque Gramsci avec beaucoup de précision, tout en regrettant le caractère trop schématique des paragraphes qu'il pouvait lui consacrer (pp. 456-458). Plutôt que de schématiser à mon tour j'inciterais ceux et celles qui ont le sentiment de mal connaître le théoricien italien à lire les pages

denses et claires que lui consacre l'auteur, en posant simplement cette question : sait-on suffisamment que pour Gramsci, les membres du clergé qui communiquent par la parole ou par l'écrit sont des intellectuels, et que parmi eux, ceux qui le sont le plus, ce sont les prêtres des campagnes ?

Évoquant des travaux des années 1990, Gervasoni retient, à propos du fascisme notamment, le thème de l'intellectuel producteur de mythes et de religions dans l'ordre du politique — on pense ici à *L'opium des intellectuels* de Raymond Aron (1955) —, ou encore, dans une perspective d'histoire culturelle, celui des conditions sociales des producteurs de biens symboliques qui n'oublie ni Gramsci ni Bourdieu. Il termine en rappelant l'importance des théories de la lecture et de la réception et en soulignant l'apport de ceux qui travaillent non seulement avec les images mais aussi avec les sons. Car la musique peut devenir un « vecteur d'imaginaire », influencer elle aussi sur « certaines visions du monde », être un « facteur d'action sociale » (p. 462) : petit clin d'œil final aux organisateurs du colloque, qui avaient omis le milieu des compositeurs et des musiciens ! Ce n'est peut-être pas par hasard que la remarque vint d'un compatriote de Verdi dont les œuvres eurent, à partir de *Nabucco* (1842), « durant tout le *Risorgimento*, un rôle autant politique que musical... », écrivait Lucien Rebatet (*Une histoire de la musique*, 1969, p. 489).

Pour l'Allemagne, Hansgerd Schulte (Paris III) propose un aperçu synthétique de l'histoire des intellectuels de l'Affaire Dreyfus à nos jours, les adjectif et substantif *intellektuell* et *Intellektueller* ayant été adoptés dans ce pays à l'occasion du drame. De son côté, Hans Manfred Bock (Kassel) approfondit ici l'aperçu qu'il avait donné dans *Pour une histoire comparée* en 1998. D'une façon générale, les intellectuels n'ayant pas eu en Allemagne le prestige de leurs homologues français, Schulte indique deux moments où ils purent jouer un rôle

notable dans la société : pendant la République de Weimar et surtout pendant quelques années après la capitulation du III<sup>e</sup> Reich. Ayant plaidé pour une entente franco-allemande avant la Grande Dépression, ils furent désorientés lors de la crise, créant ainsi « un vide que l'idéologie nazie va aussitôt occuper » (p. 35). Ce qui pose le problème de la responsabilité de ces intellectuels dans la montée du nazisme. Toutefois la plupart durent s'exiler ou furent poursuivis.

Après la guerre, encouragé par la traduction de *La trahison des clercs* de Julien Benda en 1946, le « Groupe 47 », littéraire et politique, s'engagea dans un effort de renaissance morale de l'Allemagne, avec la participation de futurs écrivains de renom comme Heinrich Böll ou Martin Walser. Günter Grass rejoignit ce groupe ensuite. Ce mouvement choisit son nom par analogie avec le milieu espagnol de la « génération de 98 ». Quoique plus littéraire que politique, celui-ci avait voulu réagir lors de la crise suscitée par la rapidité de la défaite et la perte de Cuba notamment, face aux États-Unis. Paul Aubert (Aix-Marseille I) signale néanmoins les faiblesses de ce milieu, dans son évocation des intellectuels espagnols (p. 75). Si l'on revient au Groupe 47, son ascendant politique et moral n'a pas duré. Son idéal de gauche, socialiste mais démocratique, fut assez vite marginalisé dans un pays qui découvrait un « miracle économique » de type capitaliste sous l'égide des États-Unis. Pendant une vingtaine d'années en revanche, sous la direction de Hans Werner Richter, il devint une véritable institution littéraire.

Après avoir indiqué que la connotation péjorative du terme *Intellektueller* est en train de s'estomper en Allemagne au profit d'une acception plus neutre, Bock revient à la vie intellectuelle pendant le II<sup>e</sup> Reich, plus précisément pendant les années 1880-1914. Il suggère un travail comparatif sur la vie associative des milieux intellectuels français et allemands.

Puis il montre, d'après les travaux récents, la vitalité de cette forme de sociabilité en Allemagne. Les associations s'y sont formées en partie dans le cadre des quatre grands milieux culturels de l'époque : le protestantisme conservateur dominant, le protestantisme de tendance libérale et les milieux catholique et social-démocrate. Cependant toute une floraison d'autres groupes, cercles, etc. s'est aussi développée en dehors de ces milieux, avec une sorte de préalable « ni droite, ni gauche » (p. 439).

En principe, précise Bock, cette vie associative était plurielle, polycentrée et apolitique. De toute façon la bourgeoisie intellectuelle n'avait guère de droits politiques à l'époque. Toutefois cela ne voulait pas dire que les membres de ces groupes n'avaient aucune intention d'influencer leurs contemporains, au contraire. C'est ainsi qu'on y trouve une critique écologiste de l'industrialisation fébrile des dernières décennies du Reich. L'auteur termine d'ailleurs en signalant une thèse récente (2000) de Barbara Besslich, montrant que certains intellectuels devaient nourrir depuis longtemps des motivations politiques non explicitées, pour se faire brusquement promoteurs d'une « guerre des cultures » en 1914 (p. 443).

C'est à propos de la Grande-Bretagne que ce recueil fournit sans doute l'apport le plus stimulant. En effet, au réexamen par Clarisse Berthézène (Paris III) de la question attendue de savoir pourquoi il ne semble pas y avoir d'intellectuels en Angleterre, on peut joindre les « Regards croisés » de Michael Kelly (Southampton) sur les intellectuels britanniques et français et l'esquisse de David Drake (Middlesex) sur les conceptions récentes de la recherche britannique sur les intellectuels français. De même que Pascale Ryan (« Des intellectuels », *Mens*, vol. IV, n° 1, p. 16), Berthézène rappelle que l'emploi du substantif *intellectual* commence à se manifester en Angleterre dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Toutes

deux suivent en effet sur ce point Peter Allen. Mais l'usage du nom est-il vraiment aussi tardif ? On peut en douter puisque Mary Lu MacDonald avait signalé au colloque *L'inscription sociale de l'intellectuel* de Trois-Rivières (pp. 61-62) que selon l'*Oxford English Dictionary*, ce nom s'employait déjà en Angleterre en 1652.

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il y désigne une personne cultivée, un peu comme en Italie, avec cette différence qu'en Angleterre l'intellectuel fait partie de la haute société. C'est à partir de l'Affaire Dreyfus que le terme commence à prendre aussi un sens péjoratif à propos du continent. Il désigne alors un écrivain contestataire, un personnage socialisant, des individus voulant jouer un rôle de contre-pouvoir, etc. Puis, tandis qu'en Angleterre il continue de désigner des membres d'une élite culturelle en partie aristocratique, en France, l'Affaire a amené la valorisation de l'intellectuel et particulièrement de l'intellectuel dreyfusard, comme chacun sait.

Par rapport à ces significations continentales contrastées, qui n'ont pas manqué de favoriser les stéréotypes, Berthézène et Kelly montrent tous deux l'intérêt d'une approche qui tend depuis quelques années à faire abstraction d'un excès d'émotivité en un sens : à éviter la part de jugements de valeur qu'implique la valorisation ou la dévalorisation de l'intellectuel français envisagé sous l'angle de l'engagement politique, selon qu'on est Français ou Britannique. Car si l'on adopte cette démarche, ce sont les similitudes qui frappent. C'est bien évident en ce qui concerne les productions culturelles et leurs acteurs, puisqu'en Grande-Bretagne comme en France, on trouve des écrivains, des artistes, des critiques, des directeurs de revues, etc. (pp. 49-52, 468-469).

Cette réorientation n'écarte cependant ni la possibilité d'examiner le rôle politique constructif d'intellectuels britanniques par exemple (Berthézène), ni l'étude d'intellectuels fran-



çais. Drake décrit ainsi la diversité de formation et la tendance pluridisciplinaire d'universitaires britanniques qui s'intéressent à certains intellectuels de l'Hexagone. Il évoque aussi le souci de ces chercheurs de se familiariser avec la France, d'y faire des séjours de recherche, d'y avoir des contacts personnels. Ce faisant, il fait voir qu'eux aussi cherchent à abandonner les anciens jugements faciles, sans renoncer pour autant au sens critique.

On voit donc combien ce tournant historiographique concernant la Grande-Bretagne correspond au désir d'élargir et de renouveler les horizons des organisateurs du colloque. Un dernier point ici : au colloque de Trois-Rivières déjà cité, Fernande Roy avait adopté (p. 341) une approche comparable à celle de Michael Kelly. Tous deux proposent, en effet, d'envisager l'intellectuel comme « catégorie d'analyse », indépendamment d'une « appellation contrôlée » qui ferait retomber dans l'opposition des connotations positives ou négatives, rappelle Kelly, dans le cas franco-britannique (p. 469). On sait que chez Roy, il s'agissait de montrer dans quelle mesure les journalistes canadiens-français du XIX<sup>e</sup> siècle étaient des intellectuels.

Passons rapidement sur le cas du Québec, synthétisé par Pascale Ryan en 2003 dans *Mens* (« Des intellectuels », pp. 22-30). C'est Catherine Pomeyrols (Nantes) qui l'a présenté à l'occasion du colloque Leymarie-Sirinelli. Après avoir suggéré qu'un dégageant de la conception trop « franco-française » longtemps dominante de l'intellectuel devrait porter fruit au Québec, l'auteure indique plutôt quelques grands axes historiographiques dans lesquels s'inscrivent les intellectuels québécois : celui des intellectuels associés à la Révolution tranquille et de ce fait au nationalisme et à la modernité — mais cet axe est devenu inséparable des remises en question et des débats historiographiques qu'il a suscités —; celui des intel-

lectuels avant la lettre souvent, c'est-à-dire ceux de la culture, avec sa vie littéraire, ses journaux, ses revues, ses éditeurs, ses « intellectuels éditeurs », ses lieux de sociabilité, et que l'on découvre dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. Et celui des intellectuels de la dualité référentielle à la France et à l'américanité, tout compte fait encore peu défriché. Ceci dit, la lecture de Berthézène (p. 52) donne à penser que les chercheurs qui s'intéressent aux intellectuels de la culture au Québec gagneraient peut-être à voir ce qui se fait dans ce champ en Grande-Bretagne — et particulièrement à Cambridge — depuis quelques années.

Voici maintenant les intellectuels de trois pays — la Russie soviétique, la Suisse et la Belgique —, dont la condition est considérée comme problématique ou plus difficile. C'est pourquoi ils ont été présentés parmi les champs de recherche. Pour ces pays, la conception française de l'intellectuel, lorsqu'elle est présente, reprend certains éléments du cycle dreyfusien. Comme on pouvait s'y attendre, Cécile Vaissié (Paris) fait entrevoir le drame des écrivains russes à l'époque où leur rôle est d'appuyer le Parti, avec privilèges ou sanctions de tout genre à la clé, selon le cas. Malgré tout, à partir de la fin des années 1950, une vie souterraine des « écrivains du silence » (pp. 370-373) s'organise, grâce aux textes, aux essais dactylographiés qu'on diffuse en sous-main : les *sami-zdats*. Puis les failles du système deviennent plus évidentes, surtout dans la seconde moitié des années 1960. Bientôt, après une disparition de près d'un demi siècle, on assiste, précise l'auteure, à une renaissance de l'intelligentsia russe. Celle-ci avait été étouffée comme on sait, comme sous une chappe de plomb, dès Lénine : Gorky avait été l'un des premiers à l'apprendre dès 1919.

La conception française de l'intellectuel, particulièrement de son rôle public, est bien sûr inapplicable en régime soviétique. En revanche, observe Vaissié, elle peut servir de

révélateur pour comprendre les rapports entre ce pouvoir totalitaire et une société qui avait toute une tradition intellectuelle.

En Suisse et en Belgique — pays abordés par Pascale Ryan également (« Des intellectuels », pp. 17-19) — la difficulté d'écrire une histoire des intellectuels tient en partie à la diversité des traditions culturelles et historiographiques : traditions romande, alémanique et italienne en Suisse (Claude Hauser, Fribourg), avec influences historiographique française ou sociologique allemande, mais aussi avec une certaine tendance anti-intellectualiste. Le tout sur un fond de faiblesse des intellectuels de gauche. La difficulté semble plus grande en Belgique (Paul Aron, Bruxelles et Marnix Beyen, Louvain), où l'affaiblissement de l'identité belge face aux mouvements flamand et wallon s'ajoute à la tradition intellectuellement limitative des piliers catholique, libéral et socialiste qui encadrent jusqu'ici dans ce pays « la vie sociale de la naissance à la mort » (p. 409). Dans les deux cas, si l'on peut relever des éléments d'une histoire des intellectuels, surtout en Suisse, celle-ci reste à écrire. Il est vrai qu'une telle histoire dépend aussi de la façon de concevoir les intellectuels : n'est-il pas frappant de voir Marcel Biron répartir son parcours de la littérature francophone belge (1875-1980) en trois parties : écrire dans, contre et sur la société (*La modernité belge*, 1994) ?

Comme l'écrit Nicole Racine (Paris), il n'y a jamais d'apparition *ex nihilo* : pas plus dans un champ de recherche comme l'histoire des intellectuelles en France, dont elle présente ici le projet, qu'ailleurs. C'est ainsi que *La Nouvelle Critique* avait déjà consacré un numéro sur le travail des intellectuelles en 1964-65. Depuis une dizaine d'années, Racine réfléchit sur la sous-représentation des intellectuelles dans l'historiographie et l'intérêt d'un projet sur cette catégorie de femmes face au modèle dominant de l'intellectuel masculin. L'histoire des

intellectuelles, en effet, paraît autrement plus complexe que celle de leurs homologues masculins. Il ne s'agit pas seulement, selon l'auteure, de se dégager des formes d'engagement politique du modèle dreyfusien ou de formes de sociabilités, de figures masculines de l'intellectuel, mais de le faire en prenant en compte le questionnement de l'histoire des femmes, en y incluant la problématique du genre (construction sociale des sexes, p. 344) d'une part, et l'occultation des femmes, toujours présente en historiographie de la France, comme on peut le voir dans des œuvres importantes d'histoire culturelle parues ces dernières années, d'autre part.

Cette histoire des intellectuelles procède ici de trois questions : par rapport au caractère fondateur d'une conception française dreyfusienne de l'intellectuel, comment penser la naissance des intellectuelles ? Peut-on l'envisager par étapes ? Considérer qu'il y a eu plusieurs naissances par exemple, du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle ? Ensuite, comment se construit la place des femmes dans les professions intellectuelles ? Le cas des magistrates, dont l'identité et l'exigence professionnelle passent d'ordinaire « par la négation du genre » (p. 348), mais qui n'en restent pas moins conditionnées par les stratégies masculines au sein du corps lui-même comme dans les débats publics, en est un parmi d'autres. Et puis, il y a bien entendu la question de l'engagement : y a-t-il des formes spécifiques d'engagements féminins en dehors de la libération des femmes ? Sans ignorer le mouvement des femmes, le GRHI, que Michel Trebitsch a animé avec Nicole Racine jusqu'en 2001, lui laissant alors la direction, tient cependant à sa « neutralité axiologique », refusant notamment le « registre militant » (pp. 352-353). L'auteure termine la présentation de ce projet en signalant que d'autres travaux sont en cours, parallèlement à celui du GRHI, dans ce nouveau champ des intellectuelles.

Les contributions de Jeanyves Guérin (Marne-la-Vallée) et de François Chaubet (Tours), sur l'histoire littéraire et

la sociologie face à l'historiographie des intellectuels, sont toutes deux bienvenues puisqu'en France cette historiographie est une construction plus strictement historique qu'en Allemagne ou en Grande-Bretagne, par exemple. C'est ainsi que l'histoire littéraire est moins sensible aux « effets politiques », moins événementielle, et sous cet angle, soucieuse d'une plus longue durée que celle des intellectuels (pp. 154-155). De ce point de vue, les spécialistes en histoire des intellectuelles auraient sans doute intérêt à profiter de l'acquis de leurs collègues d'histoire littéraire, car c'est dans les deux champs que l'on cherche à se donner ou que l'on se donne une diachronie moins dépendante de l'histoire politique. En histoire des femmes cependant, ce genre de contacts est peut-être en cours.

Quant à Chaubet, après avoir rappelé la faiblesse persistante de la collaboration entre historiens et sociologues, il offre une brève synthèse des apports théoriques d'Elias et de Bourdieu, qui rappelle fort bien la richesse de la notion de configuration du premier et des concepts de champ, d'*habitus*, de concurrence du second, pour l'histoire des intellectuels (pp. 190-200).

Au sujet des rapports entre ceux-ci et les milieux de l'édition en France, Jean-Yves Mollier (Versailles) confirme tout d'abord des acquis d'une thèse importante, mais restée inédite, de Jeanine Ponthy (1971) : contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce ne sont pas les intellectuels dreyfusards qui l'ont emporté à l'époque, mais bien le « parti » antidreyfusard. Privilégiant les journaux plutôt que les livres, c'est celui-ci qui gagna « la bataille de l'opinion tout en perdant celle de la Vérité », ou celle de « l'actualité » plutôt que celle de « l'immortalité » (pp. 125, 129). Et Mollier rappelle à ce propos qu'à la fin de sa vie, Zola « ne se faisait guère d'illusions sur la capacité des intellectuels à bousculer les habitudes mentales des foules » (p. 131).

Puis il esquisse une évolution de trois types d'intellectuels éditeurs : le « dreyfusien », l'expert et le désenchanté d'après la chute de l'Union soviétique. Tout se passe ici comme si ces gens avaient été désireux d'acquérir un pouvoir social, d'agir sur l'opinion (pp. 134-143), sans s'interroger sur l'autonomie, la liberté des lecteurs de leurs productions. On saisit mieux dès lors la pertinence des suggestions de Gervasoni sur l'importance des théories sur la lecture et la réception, lors de la table ronde finale.

Avec Hélène Eck (Paris II), c'est du devenir de l'intellectuel à l'ère de l'audiovisuel en France dont il est question — du moins à partir de la fin du contrôle de celui-ci par l'État, dans les années 1970-1980. Que devient l'intellectuel quand l'imprimé fait place « comme support de communication principal » à l'audiovisuel, s'interrogeait Jean-François Sirinelli, dans l'article du *Débat* (p. 68) cité dès l'introduction. La réponse de l'auteure reste prudente, car à ses yeux, si l'on dispose d'une certaine littérature sur l'audiovisuel et de travaux marquants comme ceux de Régis Debray, l'étude approfondie des relations entre les intellectuels et ces médias reste à faire. Indépendamment des tensions entre pessimistes et optimistes, que je ne fais que mentionner ici, Eck suggère que c'est un milieu diversifié du culturel, que ce sont des personnalités de culture ou des journalistes, qui participent à l'audiovisuel, plutôt que des « hommes de pensée » ou des « leaders d'opinion », selon les termes de Sirinelli (pp. 70 et 73). Et ces gens s'adressent à des usagers de culture différente en principe. Cela n'exclut cependant pas, ajoute-t-elle, l'appel à des experts ou des experts-techniciens, lorsqu'il s'agit de domaines particuliers comme la santé, l'environnement, etc.

Il est cependant clair qu'Hélène Eck tend à confirmer ici — tout comme Michel Leymarie, dans son *Que sais-je ? (Les intellectuels et la politique)*, 2001, pp. 111-114), et Schulte

(p. 41) — l'idée de Sirinelli voulant que l'essor de l'audiovisuel inaugure un nouveau rapport avec le public et favorise un nouveau milieu qui est celui du « verbe lapidaire » plutôt que de l'écrit (p. 73). En ce sens, l'audiovisuel marque l'une des limites du cycle dreyfusien. Mais ce colloque en a suggéré une autre avec les chercheurs britanniques chez qui le culturel tend à prendre le pas sur le politique dans la conception de l'intellectuel. Nous sommes bien en présence d'un changement de paradigme en histoire des intellectuels.

Les trois communications consacrées aux formes d'engagement social ou politique d'ordre artistique apportent donc un éclairage complémentaire fort utile dans un tel colloque. C'est sans doute chez les artistes, abordés dans une perspective européenne par Laurence Bertrand Dorléac (Amiens-Paris), que l'on rencontre la liberté d'expression la plus grande, quand elle peut s'exercer sans entraves politiques ou autres, bien entendu. La tendance dominante alors — et en peinture peut-être plus particulièrement — est d'aspirer à changer le monde ou la société par les formes et rien que par elles : sans tenir compte non plus du goût éculé du public, comme le dit Fernand Léger (p. 280). Picasso ne pense pas autrement, ajoute l'auteure, quand il conçoit son *Guernica*, ou le portrait de Staline de 1953.

Dans le cas du théâtre et du cinéma, évoqués ici en contexte hexagonal, les choses semblent se présenter différemment dans la mesure où ces deux modes d'expression sont liés à un discours. Les formes d'engagement peuvent paraître plus politiques ou sociales, encore que ce ne soit pas nécessairement le cas. Le théâtre, rappelle Pascale Goetschel (Paris I), s'inscrit dans toute une tradition, éducative ou de contestation politique notamment. Beaucoup de personnalités du théâtre contemporain se sont considérées comme engagées, alors que l'historiographie des intellectuels, telle qu'elle est

construite, leur accorde peu de place. Il est vrai qu'à côté du théâtre « engagé », il y a aussi d'autres activités théâtrales, de divertissement ou d'ordre esthétique. La première, que Goetschel étudie plus particulièrement, se veut anti-intellectuelle, tandis que la seconde représente un art de la scène intellectuel au contraire. De toute façon, ces activités ne sont pas négligeables, bien qu'elles soient mal connues, du point de vue de l'histoire des intellectuels, ce que l'auteure ne manque pas de rappeler.

Contrairement au théâtre, les débuts du cinéma correspondent à l'Affaire Dreyfus. Mais par rapport au gens de théâtre, ceux du cinéma constituent dans l'ensemble « une des catégories les plus sages » (p. 323), estime Yannick Dehée (Paris). Elle est aussi financièrement plus dépendante. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de cinéastes ou de cinéma engagés, mais on les retrouve surtout en période de crise, comme lors de la guerre d'Algérie. Dehée n'oublie pas d'évoquer des personnalités d'exception, comme le couple Montand-Signoret, ou l'engagement de gens de cinéma lors du Manifeste des 121 (1959) ou de l'affaire des sans-papiers (1997). Comme le théâtre pourtant, le cinéma exprime aussi d'autres formes d'éveil, plus culturelles, qui sont absentes ici. On pense à *L'Avventura* par exemple (1960), d'un Michelangelo Antonioni, en Italie. Jeanyves Guérin faisait remarquer qu'en 1954, *Bonjour tristesse*, de Françoise Sagan, fut un symptôme, un indicateur culturel (p. 153). Il eût été intéressant que la communication de Dehée aborde aussi cette dimension. Mais comme il le dit lui-même, le champ dont il devait traiter est en friche.

Bien qu'incomplet, le parcours des actes de cette rencontre permet d'entrevoir certains éléments d'un nouveau paradigme en histoire des intellectuels. Si, comme on peut le penser, le concept d'engagement se maintient, il devrait s'élar-



gir, prendre en compte diverses formes d'engagement culturel, en plus des formes de rapport au pouvoir non dépourvues d'autonomie. La notion d'engagement politique elle-même, en effet, attache plus d'importance à certaines formes de proximité des pouvoirs publics, britanniques ou américaines notamment, à côté des attitudes de dénonciation ou d'opposition. Par ailleurs, on sait bien que le verrou chronologique de l'Affaire Dreyfus ne tient plus. Au colloque Leymarie-Sirinelli, l'histoire des intellectuelles s'envisage dès le XVI<sup>e</sup> siècle. Et dans le cas de l'Argentine, esquissé par Diana Quattrocchi-Woisson (Paris), le rôle de l'intellectuel dans la construction nationale est tel qu'il se manifeste dès l'indépendance. Du point de vue occidental, l'historiographie des intellectuels est en train de remonter vers le Moyen Âge et donc de rejoindre le livre pionnier de Le Goff cité en commençant cette recension. Et puis, un tel colloque montre bien que les cadres nationaux de l'histoire des intellectuels s'ouvrent eux aussi graduellement. N'est-on pas en train de construire, au-delà des *Intellectuels en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle* de Charle, une histoire occidentale — ou du Nord — des intellectuels des deux sexes, du Moyen Âge à nos jours, qui tiendra compte de diversités politiques et culturelles ? Mais ce n'est pas tout. Si le cas des intellectuels d'Argentine fut le seul à représenter les pays en développement à ce colloque, ce ne fut pas par hasard. Ne se présente-t-il pas ici comme une incitation à d'autres élargissements ? Ceci dit cependant, d'un point de vue paradigmatique, la part de l'interdisciplinarité dans ces renouvellements et le rôle des intellectuels dans l'audiovisuel restent plutôt du domaine des incertitudes.

Hubert Watelet  
Université d'Ottawa